Une image contenant texte, affiche, Police, Graphique

Description générée automatiquement

Les retraité·es dans la rue

le 24 octobre

**On ne lâche rien !**

**RETRAITÉ.ES, A L’OFFENSIVE pour la revalorisation DE NOS PENSIONS**

Sur les 12 derniers mois, selon l’indice Insee, la moyenne de l’inflation est en augmentation de l’ordre de 5,8 à 6 %. Mois après mois, le décalage entre le montant de nos pensions et les prix s’accentue. De plus, l’indice Insee n’est pas représentatif des dépenses réelles de la grande majorité des retraité.es. Compte-tenu des pertes cumulées depuis le 1er janvier 2017, nos pensions de retraite, de base et complémentaires, ont perdu environ 10 % et le décalage est encore supérieur par rapport au Smic ou au salaire mensuel de base. Afin de remettre à niveau les pensions de retraite par rapport au 1er janvier 2017, c’est une revalorisation de 10 % qui est nécessaire au 1er juillet 2023. Et ce ne sera qu’un acompte sur la revalorisation   
de 300 € mensuels que nous revendiquons avec la perspective de porter les pensions, pour une carrière complète, au niveau du Smic revendiqué par la CGT, soit 2 000 € bruts.

**Pour notre pouvoir d’achat**

Face à l’inflation entre 5 et 7 %, à la hausse des prix alimentaires + 20 %, hausse du gaz, des mutuelles   
des assurances. Cette situation rend de plus en plus pauvres les retraité·es.

Face aux mobilisations, gouvernement et patronat reculent… L’annonce du gouvernement d’augmenter   
à hauteur de 5,2 % la pension de base, c’est largement insuffisant au regard des pertes cumulées.

Exigeons l’augmentation immédiate de 10 % des pensions et de 300 € pour les pensions en dessous du SMIC   
du régime général.

**Agirc – Arrco**

L’UCR-CGT se félicite des mobilisations de ces derniers mois. Sur les retraites et, bien entendu, de n’avoir rien lâché sur le besoin d’augmenter les retraites complémentaires Agirc-Arrco – avec quelques convergences sur ce dossier – , ce qui a permis :

* De s’opposer à la prétention du gouvernement de piocher dans les réserves, le préambule   
  du projet d’accord rappelant que ces réserves et leur gestion appartiennent aux seuls cotisants actuels et passés ;
* De s’opposer à la prétention du Medef   
  de baisser ses cotisations, ce qui aurait mis   
  à mal les futures retraites ;
* De mettre fin au 1er décembre à l’injuste décote de 10 % qui frappait les personnes qui demandaient leur retraite dès qu’elles avaient droit au taux plein de la sécurité sociale. Pour autant, le projet d’accord est loin de répondre aux besoins des retraité·es actuel·les avec   
  une revalorisation au 1er novembre   
  de seulement 4,9 % soit une sous-indexation   
  de 0,4 % sur l’indice officiel des prix, indice qui est loin de représenter la réalité pour   
  les ménages populaires où les dépenses d’alimentation, santé et d’énergie représentent une bonne part du budget.

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, menu

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, graphisme, Police, dessin humoristique

Description générée automatiquementUne image contenant texte, Police, logo

Description générée automatiquementUne image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Description générée automatiquement

**Pour nos services publics**

Que ce soient des retraité·es, des actif·ves, des jeunes,   
il faut revenir à des services publics de qualité avec   
des salarié.es formé.es et bien rémunéré.es en ruralité et en zone urbaine.

Chacune et chacun d’entre nous peut mesurer que   
la fermeture d’un service d’impôt, de poste…créée   
un peu plus l’isolement des plus âgé·es dans   
sa commune, dans son quartier.

Tout démontre dans la vie de tous les jours que   
le besoin de service public est un besoin essentiel.

**Pour nos droits**

Exigeons un bulletin de pension tous les mois, papier ou dématérialisé, c’est un document indispensable pour bien connaître le montant de sa pension brute.

**Pour notre santé**

Actuellement nous connaissons une pénurie   
de médecins sans précédent que ce soit en ruralité ou en zone urbaine.

16 millions de personnes renoncent chaque année   
a des soins par manque de médecin, c’est   
une situation catastrophique. La situation est grave ! Il convient de passer du discours aux actes.

Face à cette situation la CGT propose d’avoir   
des centres de santé publics.

**C’est 10 % qu’il nous faut !**

L’essentiel des pseudo-experts estimeront certainement que c’est impossible à financer.   
Une revalorisation de 10 %, c’est, annuellement,   
de l’ordre de 14 à 15 milliards pour la CNAV et  
 7,5 milliards pour l’Agirc-Arrco (dont les réserves s’élèvent à plus de 68 milliards d’euros), soit bien moins que les dépenses militaires annuelles ou que les exonérations de cotisations sociales. De plus,   
ces augmentations entraîneraient des rentrées fiscales et sociales supplémentaires.

**Avec les 9 organisations de retraité·es**



**MOBILISONS-NOUS retraitÉ·es et actif·ves**

**Mardi 24 octobre à h**

**…………………………………………………………………………………………………………………………..**